

## Pourquoi les Moudjahidine du peuple ont financé Vox

PAR JEAN-PIERRE PERRIN ET IRENE CASADO  
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 25 AVRIL 2019

L'organisation d'opposition armée, qui vient de l'extrême gauche iranienne, a largement financé le parti d'extrême droite Vox à ses débuts. Itinéraire d'une formation prête à tout pour arriver au pouvoir.

On savait les Moudjahidine du peuple capables d'innombrables compromissions pour rester visibles sur la scène internationale et se présenter comme une alternative au régime de Téhéran, mais pas au point de soutenir financièrement une formation d'extrême droite espagnole qui honnit à la fois l'islam et le socialisme, ce dont la formation iranienne se réclame.

Il est vrai que depuis la chute de Saddam Hussein, en avril 2003, qui lui accordait sa protection et lui permettait d'entretenir des bases militaires sur le territoire irakien et une armée de plusieurs milliers de combattants, l'organisation d'opposition armée au régime de Téhéran, issue de l'extrême gauche iranienne mais mâtinée d'islamisme, était en chute libre. Du moins jusqu'à la nomination de John Bolton, le conseiller de Donald Trump à la Sécurité nationale, qui lui a redonné un second souffle. En apparence...

En 2014, l'organisation est au creux de la vague quand elle finance le parti Vox, comme l'a révélé en janvier 2019 le quotidien *El País*. Certes, elle conserve de puissants soutiens aux États-Unis comme Rudolph Giuliani, ancien maire de New York, et Newt Gingrich, ancien président de la Chambre des représentants, tous deux républicains. En Europe, son image a été ternie par un certain nombre de révélations sur ses pratiques sectaires – séparation des parents avec leurs enfants et éloignement de ces derniers pour servir de moyens de pression, divorces forcés... – et son fonctionnement résolument antidémocratique. Pour une formation en mal de légitimité, tout soutien politique est alors bon à prendre.

Selon l'enquête du journal espagnol, le Conseil national de la résistance iranienne (CNRI), dont l'Organisation des Moudjahidine du peuple (OMPI)

est le bras armé, a non seulement financé 80 % de la campagne électorale de Vox aux élections européennes de 2014, mais aussi les dépenses au quotidien du parti d'extrême droite, comme l'entretien du siège du parti à Madrid, les salaires du personnel, le traitement de Santiago Abascal, son secrétaire général d'alors, l'achat de meubles de bureau, d'ordinateurs...



Santiago Abascal, leader de Vox, à Valence, en Espagne, le 24 octobre 2018. © Reuters/Heino Kalis

D'après le livre comptable du parti, auquel le quotidien a eu accès, une caisse commune a même été créée, permettant de financer les dépenses courantes de Vox, dès sa fondation fin 2013.

À cette époque, le parti d'extrême droite apparaît insignifiant. Au scrutin européen, il n'obtient d'ailleurs que 1,56 % des suffrages.

« Les fonds des exilés iraniens n'ont pas seulement servi à financer la campagne des élections européennes de 2014, mais aussi à mettre en marche Vox », a reconnu le premier président et fondateur de la formation, Alejo Vidal-Quadras. Le 17 décembre 2013, soit le jour même où Vox s'inscrivait sur les registres des partis politiques du ministère de l'intérieur, le parti recevait du CNRI 1 156,22 euros. Entre décembre 2013 et avril 2014, les sommes transférées sur le compte bancaire de Vox allaient être autrement plus importantes, atteignant près d'un million d'euros. Exactement : 971 890,56 euros.

À travers les mouvements bancaires révélés par l'enquête d'*El País*, on découvre que les sommes n'ont pas été versées directement par le mouvement iranien mais par l'intermédiaire de centaines de ses membres, répartis dans le monde entier, grâce à trente-cinq collecteurs dans une quinzaine de pays, dont l'Allemagne, l'Italie, la Suisse, les États-Unis et le Canada.

Ainsi, pendant presque cinq mois, ces collecteurs ont canalisé les « dons » de centaines de personnes anonymes – leur identité ne figure ni sur le compte bancaire ouvert par Vox en Catalogne ni dans la comptabilité interne du parti – et ont réglé les notes de la formation d'extrême droite. La facture minimale est de 60 euros, la plus élevée de 35 560,32 euros – payée, en février 2014, par un puissant entrepreneur iranien installé aux États-Unis. Son fils a été aussi de la partie, réglant une note de 21 522,35 euros. Soit quelque 57 000 euros à eux deux.

Le recours à ces anonymes a permis de contourner la loi de financement des partis politiques, qui interdit les donations de partis et organisations étrangères.

De plus, aucun de ces transferts n'a dépassé la limite des 100 000 euros de dons annuels par personne alors autorisés par la loi de 2012 – elle est **depuis 2015 tombée à 50 000 euros**.

Pour Vox, l'apport des Moudjahidine a été déterminant dans la naissance du parti. Car le montant des fonds publics alloué à chaque formation politique est déterminé en fonction de la représentation obtenue lors des élections précédentes. Les subventions sont régies par deux budgets distincts : les frais de fonctionnement ordinaires – la subvention est accordée par le ministère de l'intérieur aux partis représentés au Congrès des députés ; et les subventions électorales destinées à rembourser les dépenses engagées lors des élections. L'État accorde 21 168 euros pour chaque siège obtenu au Congrès ou au Sénat, à quoi il faut ajouter 0,81 centime pour chaque vote obtenu au Congrès et 0,32 pour chaque vote obtenu au Sénat.

Le financement public des partis est donc étroitement lié à leurs résultats électoraux. Pour les formations politiques les plus jeunes telles que Vox – qui **n'a pas de représentation au Congrès** et ne faisait partie d'aucun parlement régional jusqu'aux **élections andalouses de décembre 2018** –, les contributions privées organisées par le CNRI ont donc joué un rôle fondamental.

Les dirigeants des Moudjahidine du peuple, eux, ont toujours cherché à infiltrer les partis politiques en Europe comme dans le reste du monde grâce à un art consommé des relations publiques. Longtemps, eu égard à leur passé de militants anti-impérialistes, mais aussi en raison des persécutions qu'ils ont subies à la fois sous le régime du chah et sous la République islamique, ils ont plutôt courtisé les personnalités de gauche.

En 2004, François Hollande a ainsi reçu Maryam Radjavi, la présidente de l'**OMPI**, « *le soleil de l'Iran* » comme ses partisans l'appellent, provoquant l'inquiétude de l'ambassade de la République islamique à Paris quant à une possible détérioration des relations franco-iraniennes s'il était élu président de la République française. Parmi les amis de gauche de l'organisation, on compte aussi Jean-Luc Mélenchon, Édith Cresson, Jean-Pierre Michel (cofondateur du Syndicat de la magistrature) qui a déclaré, lors d'un meeting de soutien, que les Moudjahidine du peuple étaient une « *troisième force, la seule qui puisse apporter à l'Iran la démocratie, la liberté, et un régime qui sache respecter les droits de l'homme* ».

### « Les Moudjahidine ont une logique léniniste : tous les moyens sont bons pour arriver au pouvoir »

Parmi leurs autres partisans, figurent aussi des gens de droite, dont les amis français de Saddam Hussein, comme Yves Bonnet, l'ex-patron de la Direction de la surveillance du territoire (DST). Et puis, tous les naïfs, vrais ou faux, comme Mgr Gaillot, le publicitaire Jacques Séguéla, Françoise Hardy... qui apparurent dans leur comité de soutien quand, en juin 2003, le juge Bruguière mit en examen dix-sept responsables de cette formation pour « *association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste* », provoquant l'immolation par le feu de plusieurs militants en signe de protestation. Déjà, à cette époque, l'argent pesait lourd dans les poches de l'organisation : le magistrat avait saisi 8 millions d'euros en liquide sans aucun document comptable.

De l'autre côté de l'Atlantique, ce n'est qu'en septembre 2012 et après une intense campagne de lobbying que Hillary Clinton, alors secrétaire d'État, fit retirer les Moudjahidine de la liste noire des organisations terroristes étrangères – soit trois ans après la décision en ce sens du Conseil de l'Union européenne. Mais le passé du groupe n'était pas pour autant gommé : *« Le département d'État ne pardonne pas et n'oublie pas les actes terroristes passés des Moudjahidine du peuple, dont leur implication dans les meurtres de citoyens américains en Iran dans les années 1970 [contre le régime du chah – ndlr] et lors d'un attentat sur le sol américain en 1992. »*

À la différence du département d'État, qui s'est longtemps refusé à cette radiation de la liste noire, le Pentagone collaborait déjà activement avec l'OMPI, notamment sur le dossier nucléaire iranien. L'organisation a en effet gardé une certaine expertise sur le régime islamique, disposant d'éléments infiltrés dans l'appareil d'État.

Fondée en 1965 par de jeunes intellectuels, l'OMPI a d'abord été une organisation de résistance au régime du chah, prônant la guérilla urbaine, et ses militants ont payé un prix élevé à la répression de la Savak (la police politique).

L'exécution de trois de ses fondateurs, en mai 1972, peu avant la visite de Richard Nixon, permet à Massoud Radjavi de prendre le contrôle du parti. Les Moudjahidine participent activement au renversement de la monarchie, puis s'opposent à la mainmise du clergé chiite sur l'Iran. D'où un retour de la répression à leur encontre et leur interdiction à partir de 1981. Ils répliquent notamment par l'attentat du 28 juin 1981 contre les dirigeants du Parti de la République islamique (PRI), dont l'ayatollah Mohammad Beheshti, grande figure du nouveau régime islamique, ainsi que quatre ministres, six ministres adjoints et un quart du groupe parlementaire du PRI, faisant au total 74 morts.

Mais Massoud Radjavi commet l'erreur stratégique de s'allier avec Saddam Hussein. L'armée qu'il met sur pied se range aux côtés des forces irakiennes pendant la guerre Irak-Iran (1980-1988). Le discrédit, voire la

haine, de la part de la population iranienne qui s'abat sur les Moudjahidine est alors total. Ses militants ne jouent ainsi aucun rôle dans le soulèvement civique consécutif à la réélection frauduleuse, en 2009, du président sortant, Mahmoud Ahmadinejad. Et pas davantage dans les récentes manifestations populaires de décembre 2017.

Progressivement, sous l'impulsion du couple Radjavi, l'OMPI se transforme en secte, dont les agissements sont dénoncés par plusieurs organisations humanitaires, avec un culte proprement stalinien de la personnalité envers ses deux dirigeants Maryam et Massoud Radjavi, véritablement sacralisés. Massoud Radjavi avait mystérieusement disparu en 2003 mais vient de réapparaître à la faveur des récentes et dramatiques inondations en Iran, en faisant diffuser six vidéos.

*« Les Moudjahidine ont une logique léniniste : tous les moyens sont bons pour arriver au pouvoir. Au départ, ils ont été très anti-israéliens et ont soutenu la lutte palestinienne. Je me souviens quand Arafat est venu à Téhéran au début de la révolution, les dirigeants de l'organisation voulaient absolument le rencontrer. À présent, ils ont depuis un bon moment de meilleures relations avec Netanyahu »,* souligne l'avocat Karim Lahidji, ancien président de la Fédération mondiale des droits de l'homme, qui fut autrefois l'avocat de l'un de leurs dirigeants emprisonnés à Téhéran. Il est même possible que ses membres aient coopéré avec les services secrets israéliens pour l'élimination de chercheurs iraniens dans le domaine de l'atome.

L'argent a toujours joué un rôle premier dans l'organisation pour financer leurs activités mais aussi acheter les sympathies. On le voit quand l'organisation tient son grand meeting annuel à Villepinte, dans la banlieue de Paris, où accourent des militants venus de toute l'Europe. Les orateurs extérieurs y sont très grassement payés – on parle de 25 000 dollars pour certains intervenants américains. Le fondateur de Vox, Alejo Vidal-Quadras, s'y est rendu à quatorze reprises.

Il n'est pas le seul Espagnol sur les rangs. Selon *El País*, les anciens chefs de gouvernement José Luis Rodríguez Zapatero et José María Aznar, ainsi que

l'ex-vice-présidente María Teresa Fernández de la Vega étaient présents lors du dernier meeting. C'est à cette réunion qu'en juin 2017, John Bolton, futur conseiller à la Sécurité nationale, a lancé, à l'adresse de plusieurs milliers de militants : « *En 2019 [vous serez] à Téhéran.* » Selon **The Guardian**, il a perçu à cette occasion la somme de... 156 000 euros. Preuve en est que l'organisation a toujours les poches bien remplies. À ses débuts, grâce à son fonctionnement de secte, l'OMPI a pu largement ponctionner ses militants, très nombreux à la fin des années 1970. À Bagdad, sous Saddam Hussein, elle avait un musée privé qui rendait hommage au sacrifice de ses membres – des milliers de Moudjahidine ont été exécutés par Téhéran – avec des vitrines exposant une partie des dons offerts par les militants : bijoux, colliers, billets de banque, tapis, beaucoup d'or... Et puis, il y a aussi l'argent du dictateur irakien jusqu'à sa chute. « *C'est avec ses fonds qu'ils ont fait pu beaucoup investissements immobiliers* », indique Karim Lahidji.

« *En réalité, ils ont trois gros contributeurs : les États-Unis, l'Arabie saoudite et, dans une moindre mesure, les Émirats arabes unis* », indique un ancien membre du comité central du parti, qui souhaite rester anonyme. « *Un membre de la famille royale*

*de Dubaï m'a confié dernièrement que les dirigeants de l'émirat étaient convaincus que les Moudjahidine finiraient par renverser le régime islamique et qu'ils les soutenaient financièrement pour cette raison, parce qu'ils seraient un jour ou l'autre à la tête de l'Iran. Pareil pour l'Arabie saoudite et les États-Unis. D'ailleurs, on voit que Washington s'est éloigné du fils du chah pour tout miser sur eux. Leur richesse provient de ces financements. Car leurs investissements dans l'immobilier et aussi dans le secteur du "duty free" des aéroports sont loin d'être suffisants* », ajoute-t-il.

Mais si l'OMPI a d'énormes moyens, qu'en est-il de ses militants ? En Iran, ils sont invisibles en raison de la répression mais aussi parce qu'ils ne sont peut-être plus que quelques poignées. Il y a bien ceux qui sont regroupés en Albanie, laquelle a remplacé l'Irak comme zone de repli. « *Ils sont cantonnés dans la base Achraf-3, une ancienne université près de Tirana, qui était à l'abandon et qu'ils ont réorganisée pour en faire un camp. Ils sont environ 2 000. Moyenne d'âge : 61 ans. Et pas mal d'entre eux sont malades. Qui peut croire que des combattants à la retraite pourraient un jour renverser le régime iranien ?* », ironise l'ancien membre du comité central.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : [contact@mediapart.fr](mailto:contact@mediapart.fr)

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : [serviceabonnement@mediapart.fr](mailto:serviceabonnement@mediapart.fr) ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.